

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 18 septembre 2025

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit désormais une croissance de 0,5 % du PIB mexicain en 2025, contre 0,4 % estimé lors de la précédente enquête.

LE CHIFFRE A
RETENIR

0,5 %

Taux de croissance du PIB
en 2025 (enquête Citi)

Cette modeste révision témoigne d'un léger regain de confiance dans la performance de l'économie, bien que les différentes estimations du secteur privé restent dans une large fourchette, allant d'une contraction de -0,1 % à une croissance de 0,8 %.

Pour 2026, le consensus maintient une croissance de 1,4 %, en ligne avec l'édition précédente de l'enquête. Du côté monétaire, 40 des 41 participants anticipent deux baisses de 25 pbb du taux directeur d'ici la fin de l'année, avec un niveau médian projeté à 7,25 % en fin d'année (contre 7,50 % précédemment). Pour fin 2026, les attentes s'établissent à 6,50 %, reflétant l'anticipation d'un cycle graduel d'assouplissement.

Les perspectives de change demeurent stables à court terme, le consensus projetant un taux de 19,50 MXN/USD en 2025. Pour 2026, les analystes anticipent toutefois une légère dépréciation du peso, à 20,00 MXN/USD (contre 20,16 dans l'enquête antérieure).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le gouvernement mexicain a annoncé le 9 septembre 2025 un ensemble de nouveaux droits de douane couvrant 1 463 catégories de produits, représentant 8,6 % des importations totales du pays (52 Mds USD). Ces tarifs, qui entreront en vigueur le 9 octobre 2025 et resteront applicables jusqu'à fin 2026, pourront atteindre jusqu'à 50 % et ciblent principalement les produits en provenance de pays sans accord de libre-échange avec le Mexique. Présentée comme un pilier du *Plan México* et intégrée dans le *Paquete Económico 2026*, cette initiative vise à protéger 19 secteurs stratégiques – automobile, textile, sidérurgie, plastiques ou encore verrerie – en réponse à une concurrence asiatique jugée excessive. Le « Programme de Protection des Industries Stratégiques Nationales » entend à la fois soutenir la substitution aux importations, préserver près de 325 000 emplois industriels concentrés dans les grands pôles urbains et stimuler la production nationale. L'enjeu est également budgétaire : le gouvernement prévoit une hausse de 40,7 % des recettes douanières en 2026, grâce à l'ajustement de l'Impôt Général d'Importation (IGI), ce qui devrait contribuer au respect des objectifs fixés par le budget. Pour la présidente Claudia Sheinbaum et son ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, cette politique s'inscrit dans une stratégie de défense de l'emploi et de la compétitivité industrielle, tout en restant conforme aux règles de l'OMC.

Le peso mexicain s'est apprécié ce mercredi 17 septembre, suite à l'annonce de baisse de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). La monnaie mexicaine a enchaîné huit jours d'avancées par rapport au dollar, accumulant une appréciation de 2,25 %, et a clôturé la journée de mercredi à un taux de 18,32 MXN/USD (+0,23 % par rapport à la clôture de lundi dernier). La devise a atteint son meilleur niveau depuis le 23 juillet 2024, lorsqu'elle s'élevait à 18,17 MXN/USD. L'appréciation enregistrée par le peso ces derniers jours s'explique par la baisse de 25 points de base (pdb) pratiquée ce mercredi par la Fed, en accord avec les prévisions du consensus de marché qui prévoit en outre deux réductions supplémentaires de 25 pdb d'ici 2025. Le peso, qui a enregistré une tendance à l'appréciation face au dollar au premier semestre de l'année (+8 %), pourrait bénéficier de l'assouplissement de la politique monétaire américaine. L'écart de taux entre les deux politiques monétaires, qui s'est réduit de 550 pdb à 325 pdb de janvier à août 2025, a augmenté à 350 pdb, renforçant l'attrait spéculatif pour la monnaie mexicaine. La baisse des taux de la Fed offre une marge supplémentaire à la Banque centrale du Mexique (Banxico) pour continuer à assouplir sa politique monétaire. Deux baisses de 25 pdb sont également attendues pour le taux d'intérêt directeur mexicain d'ici la fin de l'année, ce qui impliquerait que l'écart de taux se maintiendrait à 350 pdb.

Le Mexique et les États-Unis ont officiellement débuté chacun de leur côté des consultations internes en vue de la révision de l'accord commercial nord-américain (T-MEC ou USMCA). Le Bureau du représentant américain au Commerce a officiellement ouvert un processus de consultation publique en vue de l'examen conjoint du T-MEC, prévu pour le 1^{er} juillet 2026. Parallèlement, le gouvernement

mexicain, sur instruction de la présidente Claudia Sheinbaum, entamera ses consultations publiques le mercredi 17 septembre. Marcelo Ebrard a publié au Journal officiel de la Fédération les termes de référence pour les consultations publiques qui permettront aux particuliers, aux entreprises et à toutes les parties intéressées de soumettre leurs propositions en matière de révision de l'accord de libre-échange. La prochaine révision du T-MEC est prévue dans le cadre de l'article 34.7 de l'accord qui stipule que le traité sera revu pour la première fois à l'occasion de son sixième anniversaire. Les trois pays membres se verront appeler pour évaluer le fonctionnement de l'accord et décider s'il convient de le proroger pour une nouvelle période de 16 ans.

Sectoriel

La future révision de l'accord commercial du T-MEC suscite de fortes attentes dans les régions industrielles mexicaines. La guerre commerciale entamée dès le début du deuxième mandat de Donald Trump a entériné un contexte d'incertitude dans un grand nombre de secteurs industriels. Dans certaines régions mexicaines telles que le Bajío, 40 à 42 % de l'activité industrielle est liée à la production automobile, secteur particulièrement dépendant des exportations avec le voisin étasunien. Cette incertitude affecte l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur automobile tandis que les secteurs de l'aéronautique, des plastiques, de l'électroménager, ou de l'agroalimentaire qui s'exportent principalement vers les Etats Unis, sont également touchés. La révision de T-MEC s'avère donc cruciale pour les perspectives futures des secteurs industriels clefs mexicains.

Le coup d'envoi pour la construction du train Querétaro-Irapuato, qui s'inscrit dans le projet de desserte ferroviaire de l'ouest industriel mexicain, a été donné. Le gouverneur de Querétaro, Mauricio Kuri, a souligné que cette ligne de train devrait renforcer la connectivité de l'ouest du pays et le potentiel du corridor industriel qui lie les États de Querétaro et Guanajuato. Les travaux se concentreront d'abord sur un premier tronçon de 30,3 km sur les 180 km reliant Querétaro à Irapuato. Ce premier tronçon qui connectera Querétaro à la zone industrielle d'Apaseo el Grande devrait bénéficier à environ 2 millions de personnes au total avec environ 30 000 passagers quotidiens. Deux voies ferrées distinctes seront construites dans le cadre de ce projet, avec l'une consacrée aux marchandises et l'autre aux passagers. La construction de ponts ferroviaires est également prévue afin de ne pas entraver la circulation automobile. La voie ferrée Querétaro-Irapuato s'inscrit dans un projet ferroviaire plus large, qui reliera Guadalajara à Irapuato, Irapuato à Querétaro et Querétaro à la ville de México, et qui devrait bénéficier à un total de 9 millions de Mexicains.

Finances publiques

Le budget 2026 prévoit des investissements physiques pour un montant total équivalent à 2,5 % du PIB, en hausse de 10 % en termes réel par rapport au budget 2025 mais inférieur aux montants observés en 2022, 2023 et 2024. Les programmes

et projets d'investissement prioritaires se verraient alloués près de 30 Mds USD (soit plus 55 % de l'investissement physique total qui s'élève à 52 Mds USD), enregistrant une augmentation de 11,2 % par rapport au budget 2025. Parmi ces projets et programmes d'investissements prioritaires, les mieux dotés sont de loin Pemex (13,5 Mds US ; +14 % par rapport au budget 2025), les nouveaux trains (6 Mds USD ; +35 %) et la CFE (3,3 Mds USD ; -4,1 %). Au-delà des ressources allouées au développement des trains et au secteur de l'énergie, des investissements dans les autoroutes et les routes sont également prévus. Les projets de modernisation des ports (à l'exception du Corridor interocéanique) et des aéroports pour le fret sont en revanche absents. Pour rappel, le budget 2025 avait proposé un faible niveau d'investissement public. Selon les données du Ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP), au cours des six premiers mois de l'année, les investissements physiques du secteur public ont baissé de 30,4 % g.a. en termes réels. Hors secteur des hydrocarbures, la baisse a été d'autant plus prononcée (-34,5 % g.a.).

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	18/09/2025
Bourse (IPC)	1,83%	17,83%	61 596,23 points
Change MXN/USD	-0,60%	-5,44%	18,35
Change MXN/EUR	-0,23%	0,78%	21,62
Prix du baril mexicain	0,76%	-4,92%	62,47

Amérique centrale

Belize

Le FMI a publié cette semaine sa revue de la situation économique du Belize au titre de l'Article IV. L'institution a souligné la vigueur de la reprise post-pandémique ainsi que la stabilité macroéconomique du pays. Entre 2021 et 2023, l'économie a progressé de 30,6 %, puis de 8,1 % en 2024, portée principalement par le tourisme,

le commerce extérieur et les transports. L'inflation a reculé de 3 points en g.a., passant de 4 % en mai 2024 à 1 % en mai 2025. Parallèlement, le gouvernement a engagé un effort significatif de réduction de la dette publique : celle-ci représentait 61,1 % du PIB en 2024, contre 103,3 % en 2020. Selon les prévisions du FMI, l'inflation devrait se stabiliser à 1,3 % en 2025, tandis que le déficit fiscal devrait reculer à 1,2 % du PIB. L'organisation internationale anticipe toutefois un ralentissement de l'activité, avec une croissance attendue de 1,5 % en 2025 et de 2 % à moyen terme.

Costa Rica

Selon la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a enregistré une croissance de 4,6 % g.a. en juillet 2025. Cette performance s'inscrit dans une série de 32 mois consécutifs de croissance supérieure à 4,0 %, ce qui n'avait pas été observé depuis 2005. Le dynamisme de l'économie du Costa Rica reste marqué par une croissance à deux vitesses. D'une part, les entreprises soumises aux régimes spéciaux des zones franches ont enregistré une expansion de 15,6 % g.a., la plus élevée depuis juillet 2023. D'autre part, le régime définitif, qui regroupe la majorité des entreprises opérant sur le marché local, a enregistré une croissance modérée de 2,2 % g.a..

Le nombre de touristes internationaux entrés au Costa Rica entre janvier et août 2025 a diminué de 2,3 %, par rapport à la même période en 2024. D'après les chiffres de l'Institut costaricain du tourisme (ICT), 2 081 983 visiteurs ont été signalés au cours des huit premiers mois de 2025, c'est-à-dire 48 847 de moins que les 2 130 830 enregistrés au cours de la même période de 2024. Une baisse marquée des touristes provenant des principaux marchés, soit d'Amérique du Nord (-2,7 % g.a.) et d'Europe (-5,6 % g.a.) a été enregistrée. Les experts associent cette chute des entrées de touristes à l'insécurité croissante et à la forte appréciation depuis 2023 de la monnaie costaricaine qui renchérit les coûts pour les voyageurs.

El Salvador

Selon la Banque centrale de Réserve (BCR), les exportations salvadoriennes d'articles textiles ont reculé de 34 % en dix ans. Les exportations annuelles de produits textiles du Salvador sont passées de 862 M USD en 2015 à 566 M USD en 2024. La tendance s'est confirmée au premier semestre 2025, avec une nouvelle baisse de 38 M USD g.a.. Le secteur demeure très dépendant du marché américain, qui absorbe près de 80 % de la production et place le Salvador parmi les quinze premiers fournisseurs textiles des États-Unis. Dans ce contexte, la Chambre d'Industrie Textile, de Confection et des Zones Franches (CAMTEX) appelle les producteurs à s'adapter aux évolutions des pratiques de consommation, en privilégiant notamment le développement de textiles recyclables et plus durables.

Les exportations salvadoriennes de café ont fortement progressé au S1 2025, enregistrant une hausse de 43 % g.a.. Celles-ci ont atteint 137,5 M USD au S1 2025 contre 96,2 M USD au S1 2024. Cette croissance résulte à la fois de l'augmentation des prix et des volumes exportés : le prix du quintal de café a bondi de 31,7 % g.a.

en juillet, tandis que les quantités expédiées par le Salvador ont progressé de 11 % g.a..

Le Conseil d’Affaires Mexicain-Salvadorien (Conmexsal) prévoit une hausse significative des investissements mexicains au Salvador, qui pourraient atteindre 2 Mds USD d’ici fin 2025. Les 40 principales entreprises mexicaines implantées dans le pays projettent en effet d’accroître leurs apports de 3 à 7 %. Selon le Conmexsal, cette dynamique s’explique par l’amélioration du climat des affaires, portée par la politique sécuritaire et économique du président Nayib Bukele. Les flux de capitaux mexicains devraient ainsi poursuivre leur progression dans les prochaines années.

Guatemala

Le Guatemala a reçu un financement de 50 M USD de la Banque mondiale dans le cadre du projet « Finances publiques intelligentes ». Ce soutien poursuit trois objectifs : (i) améliorer la protection des systèmes financiers face aux cyberattaques, (ii) renforcer l’exécution budgétaire et (iii) accroître la transparence des décisions gouvernementales. Le ministre des Finances, Jonathan Menkos, a souligné l’importance de ce prêt pour la modernisation du système financier national. Le financement doit encore être approuvé par le Congrès. Il s’inscrit par ailleurs dans un plan régional (MPA) de 140 M USD destiné à améliorer l’efficacité des dépenses publiques.

Honduras

Une mission technique du FMI s’est rendue au Honduras cette semaine pour la quatrième révision de l’accord signé en 2023. La situation macroéconomique du pays apparaît comme solide avec des réserves internationales nettes atteignent désormais 9,4 Mds USD, soit l’équivalent de six mois d’importations. La dette publique a été réduite de 11 points entre 2020 et 2025, passant de 58,9 à 47,9 % du PIB. Le secteur bancaire affiche également de bonnes performances, avec une progression de 6 % g.a. des prêts accordés selon l’Association Hondurienne d’Institutions Bancaire (AHIBA). En revanche, le secteur électrique continue de susciter des inquiétudes, les pertes restant élevées malgré les investissements publics.

La Banque centrale du Honduras (BCH) a souligné le dynamisme de la production nationale au S1, en hausse de 3,2 % g.a.. Sur l’ensemble du semestre, la production cumulée a progressé de 3,9 %. Elle est tirée par la demande interne de biens et de services, parmi lesquels l’intermédiation financière (+10,3 % g.a.), les activités de transport et logistique (+6,9 % g.a.), les télécommunications (+3,8 % g.a.) ainsi que les activités agricoles (+3,5 % g.a.). A l’inverse, certains secteurs enregistrent une baisse à l’instar de l’industrie textile du fait des tensions liées au marché américain (-5 % g.a.), de l’industrie minière (-2,9 % g.a.) et de l’industrie de la construction privée (-3 % g.a.).

Selon la BCH, le déficit commercial hondurien a diminué de 13,5 % g.a., soit une baisse de 633 M USD au cours du S1 2025. Les exportations ont progressé de 14,7 % g.a. et ont atteint 7,7 Mds USD à juillet 2025, augmentation tirée par les ventes de café, qui ont progressé de 965 M USD par rapport au S1 2024. Parallèlement, les importations ont atteint 11,7 Mds USD, portant le déficit commercial à 4 Mds USD sur la période.

Nicaragua

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), les exportations d'or ont plus que doublé en cinq ans, passant de 665 M USD en 2020 à 1,35 Md USD en 2024. Au S1 2025, elles ont généré 861 M USD contre 645 M USD sur la même période en 2024, soit une augmentation de 33 % g.a.. Cette progression reflète en grande partie la hausse du prix de l'once d'or, qui a gagné 68 % depuis 2020 pour atteindre 3 325 USD. Les exportations d'or du Nicaragua pourraient ainsi atteindre 1,6 Md USD d'ici la fin de 2025. Cette industrie génère cependant peu d'emplois formels : selon l'Institut Nicaraguayen de Sécurité Sociale (INSS), seuls 6 366 travailleurs du secteur sont affiliés à la Sécurité Sociale.

Selon l'Institut National de l'Information sur le Développement (INIDE), l'inflation interannuelle s'est élevée à 1,40 % en août 2025. L'inflation cumulée depuis janvier s'est élevée à 1,11 %. La hausse des prix en août 2025 a été portée par les aliments et boissons non alcoolisées, les restaurants et hôtels ainsi que les biens et services divers. En parallèle, les secteurs des loisirs, des transports, des boissons alcoolisées et des communications ont enregistré des baisses comprises entre 0,09 % et 0,7 %.

Panama

Le secteur aérien, qui a représenté près de 6,8 Mds USD et plus de 22 000 emplois directs en 2024 (soit plus de 8 % du PIB), fait face au défi de former pilotes, techniciens et membres d'équipage pour accompagner l'expansion de la flotte et l'ouverture de nouvelles destinations. Selon Rafael Bárcenas, directeur de l'Autorité aéronautique civile (AAC), 4 000 à 5 000 nouveaux professionnels seront nécessaires au cours de la prochaine décennie pour pourvoir les postes créés. Copa Airlines prévoit, pour sa part, de générer 2 600 emplois directs supplémentaires dans les quatre prochaines années, portant ses effectifs à 10 600 collaborateurs au Panama.

Le canal de Panama a enregistré 11 019 transits sur les 11 premiers mois de l'exercice 2025. Cela représente une hausse de 22,7 % par rapport aux 8 978 traversées sur la même période en 2024, soit 2 041 transits supplémentaires. Les navires Panamax représentent la majorité du trafic avec 7 974 transits (72,7 %), contre 3 045 transits pour les navires Neopanamax (27,6 %). Selon Ricaurte Vásquez, administrateur de l'Autorité du Canal de Panama (ACP), cette évolution s'explique par « *un changement dans les modèles du commerce maritime mondial ces derniers mois, lié à des facteurs géopolitiques et à l'imposition de tarifs douaniers* ».

Caraïbes

Cuba

Le président cubain a entamé, le 31 août, une tournée officielle à l'étranger. Celle-ci a débuté au Vietnam, où il a été reçu par le Secrétaire général du Parti communiste, Tô Lâm. La visite, qui s'inscrit dans le cadre du 65^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, s'est conclue par la signature de 3 accords de coopération dans les domaines économique et scientifique, de la santé et de l'agriculture. Ce dernier concerne spécifiquement le développement de la production de riz sur la période 2025-2027. Une déclaration commune sur le renforcement de la solidarité, de l'amitié et de la coopération a été également signée. La visite s'est poursuivie en Chine où le président cubain a assisté aux commémorations du 80^{ème} anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise. Lors d'une rencontre avec son homologue chinois, les chefs d'Etat ont passé en revue le plan de coopération entre les deux pays et ont exprimé leur volonté commune d'approfondir les relations économiques. Cette intention s'est concrétisée par la signature d'une déclaration conjointe entre les deux pays ainsi que par la signature de 11 documents favorisant la coopération dans le cadre de l'initiative « la Nouvelle Route de la Soie ». Dans ce sens, M. Diaz-Canel a participé dans une rencontre avec plus de 70 sociétés chinoises et des hommes d'affaires du secteur de la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique, où il a confirmé la volonté de Cuba à offrir un environnement commercial plus favorable aux entreprises chinoises. En outre, un résultat clé de cette visite a été la restructuration de la dette de Cuba envers la Chine. D'après le ministre cubain du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, la dette publique est déjà restructurée et des échanges sont en cours afin de réorganiser la dette bancaire et financière puis passer à la restructuration de la dette avec les entreprises. Enfin, la tournée officielle s'est achevée au Laos où le mandataire cubain a été reçu par le Président laotien M. Thongloun Sisoulith. Cuba et le Laos entretiennent une amitié consolidée depuis plus de 50 ans. Cette rencontre confirme l'intention des deux pays de renforcer leurs relations diplomatiques et de collaboration dans les domaines économique et politique. Lors de ces visites le président Díaz Canel s'est fait accompagner d'une délégation composée notamment des ministres des Affaires Etrangères, de l'Investissement Etranger, de l'Agriculture et des Forces Armées.

Une plainte déposée au titre III de la loi Helms-Burton contre Expedia a de nouveau été rejetée. Un tribunal de Miami a annulé le verdict qui condamnait Expedia à verser 29,8 M USD pour avoir « trafiqué » avec des propriétés cubaines expropriées. L'affaire concernait des terrains appartenant autrefois à la famille du Cubano-Américain Mario Echevarría, sur lesquels ont été construits les hôtels Iberostar Mojito, Iberostar Colonial et Pullman Cayo Coco. Le procès, entamé en 2019, reprochait à la plateforme d'avoir commercialisé ces établissements. Mais le juge Federico Moreno a estimé, le 5 septembre, qu'Expedia avait respecté la loi en suspendant ses réservations dans le délai légal de 30 jours, annulant ainsi la condamnation prononcée par un jury. Promulguée en 1996, la loi Helms-Burton

codifie l'embargo américain contre Cuba et en étend la portée extraterritoriale. Son Titre III, systématiquement suspendu par les présidents américains jusqu'en 2019, a été réactivé par l'administration Trump, permettant aux citoyens américains de réclamer des dommages et intérêts pour les biens confisqués pendant la révolution cubaine.

Jamaïque

L'inflation en Jamaïque s'est modérée à 3,3 % g.a. en juillet 2025, bien en dessous de la cible de la Banque centrale (4 à 6 %) et très loin des pics à deux chiffres observés ces dernières années. Selon l'Institut statistique de la Jamaïque, la hausse en glissement mensuel n'a été que de 0,3 %, soutenue par une baisse de 2,9 % des coûts de l'électricité. Pourtant, les anticipations des entreprises restent élevées : une enquête menée auprès de 333 directeurs généraux et contrôleurs financiers indique que l'inflation pourrait plus que doubler d'ici décembre 2025, atteignant 6,3 %, avec une moyenne de 7 % attendue sur les 12 prochains mois.

République Dominicaine

Dans leurs conclusions préliminaires, les experts techniques du FMI soulignent à la fois la résilience de l'économie dominicaine et les défis à venir. Après une croissance de 5 % en 2024 portée par les exportations et le crédit, la forte incertitude et le resserrement des conditions de financement ont pesé sur l'économie dominicaine au S1 2025. Au S2 2025, le PIB devrait progresser d'environ 3 %, porté par les mesures de liquidité de la Banque centrale et par l'augmentation de l'investissement public. L'inflation, stabilisée autour de 3,6 %, devrait se maintenir autour de l'objectif de 4 % \pm 1, tandis que le déficit courant se maintiendra autour de 2,5 % du PIB, financé par les flux d'IDE. Sur le plan budgétaire, le déficit de l'administration centrale est prévu à 3,5 % du PIB pour l'année 2025, conséquence de la hausse des dépenses d'infrastructures contenues dans le budget reformulé. La délégation technique du FMI appelle néanmoins au renforcement des marges de manœuvre budgétaires en élargissant la base fiscale et en améliorant l'efficacité des dépenses publiques dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Les autorités dominicaines ont également été invitées à renforcer le mécanisme de transmission monétaire et à poursuivre la flexibilité du peso comme amortisseur de chocs. Si les risques externes liés à l'incertitude financière internationale demeurent élevés, les réformes structurelles, la diversification de l'économie et l'investissement public devraient soutenir la stabilité et la croissance. Les experts insistent aussi sur l'importance de renforcer le cadre réglementaire en matière de politique climatique et de gestion des catastrophes. À moyen terme, la consolidation budgétaire et les réformes structurelles resteront déterminantes pour atteindre l'objectif de devenir une économie à revenu élevé d'ici 2036 (stratégie *Meta2036*).

Les envois de fonds de la diaspora dominicaine ont atteint 1 Md USD en août 2025 selon les données de la Banque centrale, portant le total cumulé sur la période de janvier à août à 7,9 Mds USD. Cela représente une hausse de 11,4 % par rapport à la même période de 2024 et de 9,9 % par rapport à août 2024. Le mois d'août est

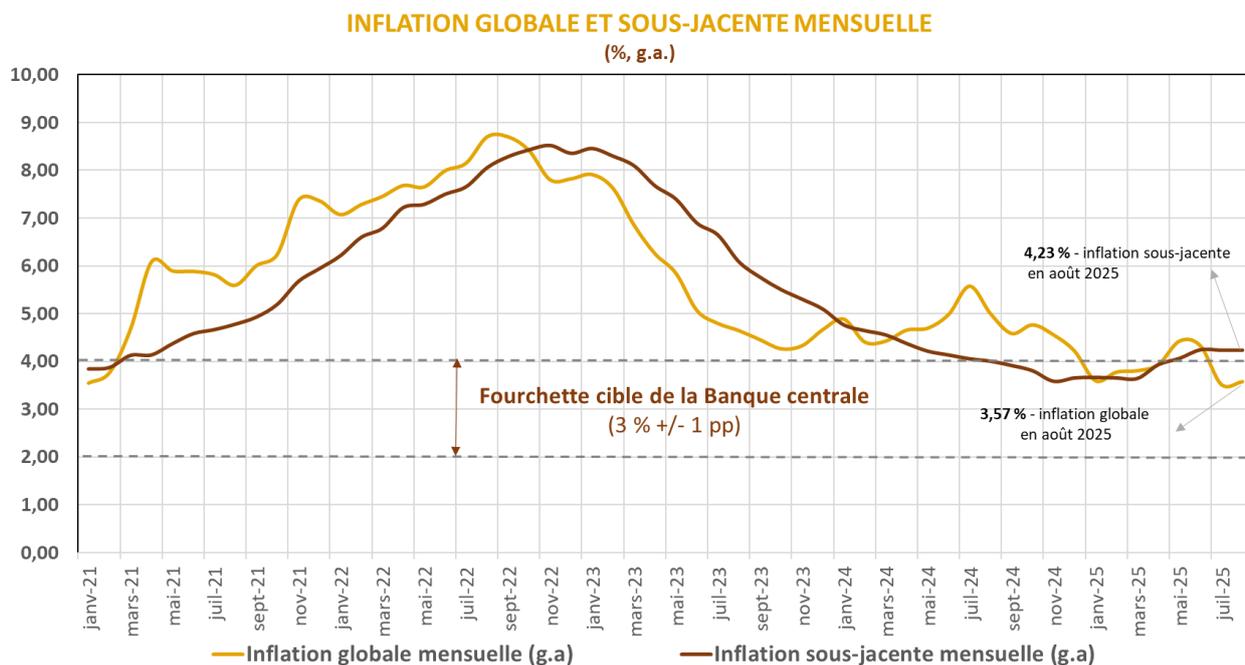
ainsi le troisième de l'année à dépasser le seuil du milliard de dollars, après mars (≈ 1,1 Md USD) et juillet (≈ 1 Md USD). Ces flux, qui proviennent principalement des États-Unis (80,4 %) et d'Espagne (7,6 %), jouent un rôle essentiel en soutenant la consommation des ménages, l'investissement et le financement des secteurs les plus vulnérables, tout en contribuant au maintien des réserves internationales (≈ 13,9 Mds USD). Pour l'ensemble de 2025, la Banque centrale prévoit que les transferts de fonds atteindront 11,7 Mds USD.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,4%	0,2%	1,4%	60,7%	3,5%	7,75%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,75%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2025

- Annexe Graphique Mexique -

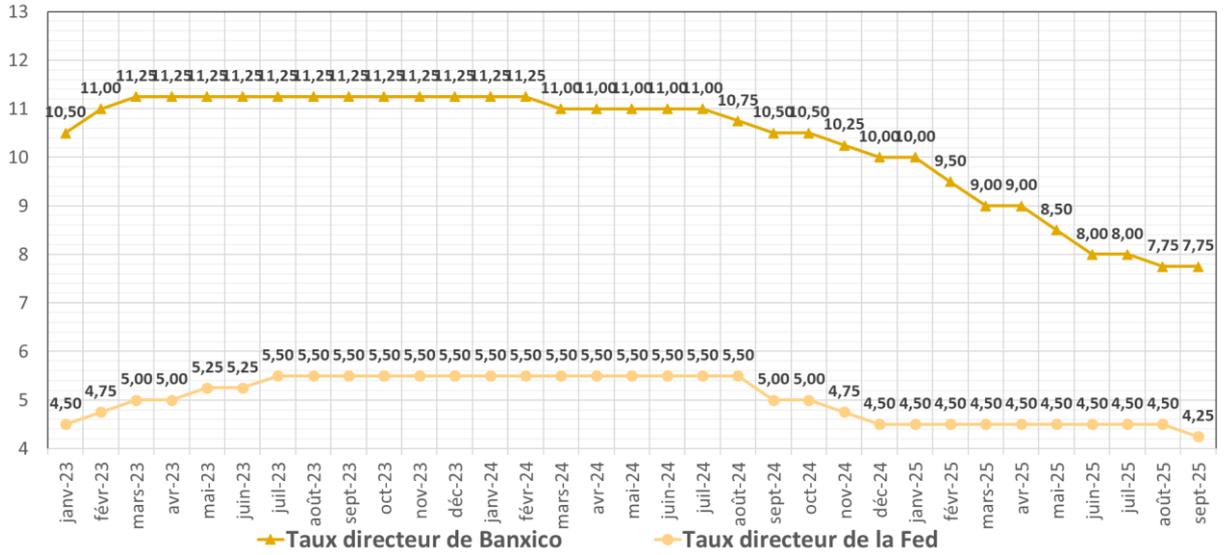


Source : Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,75	4,25	350

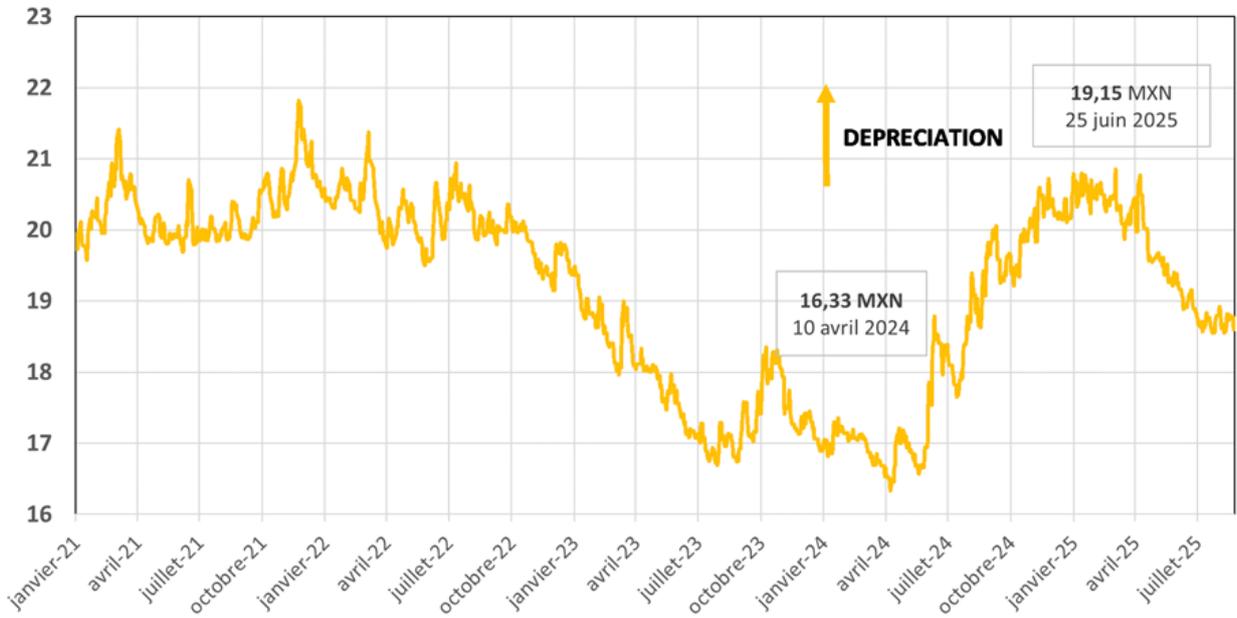
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

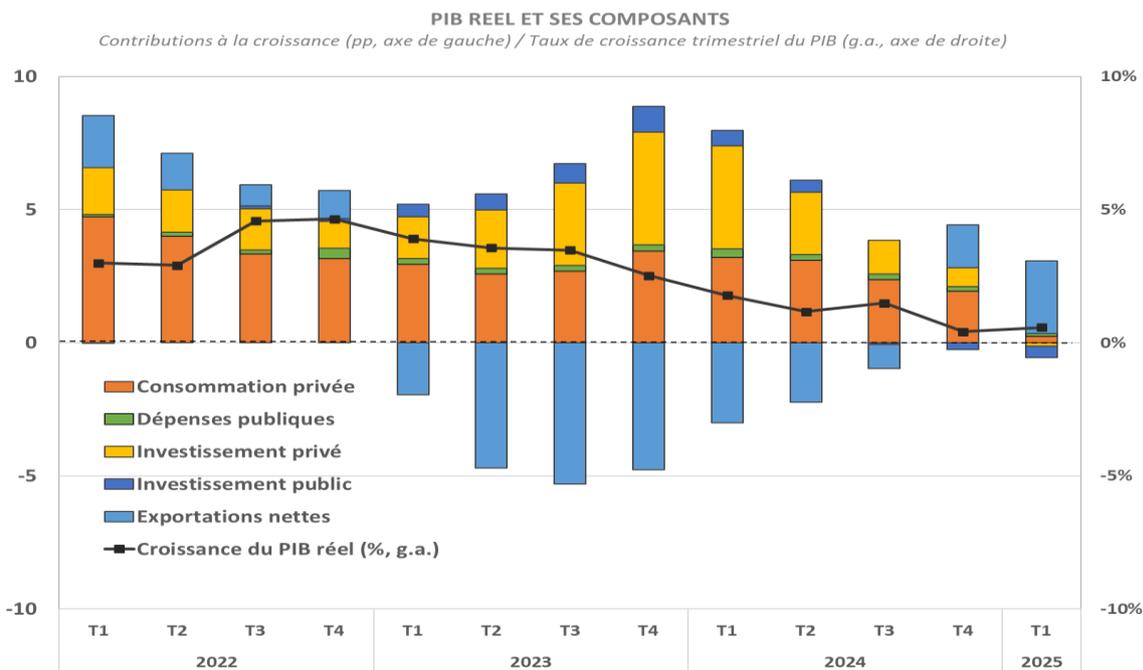


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)**

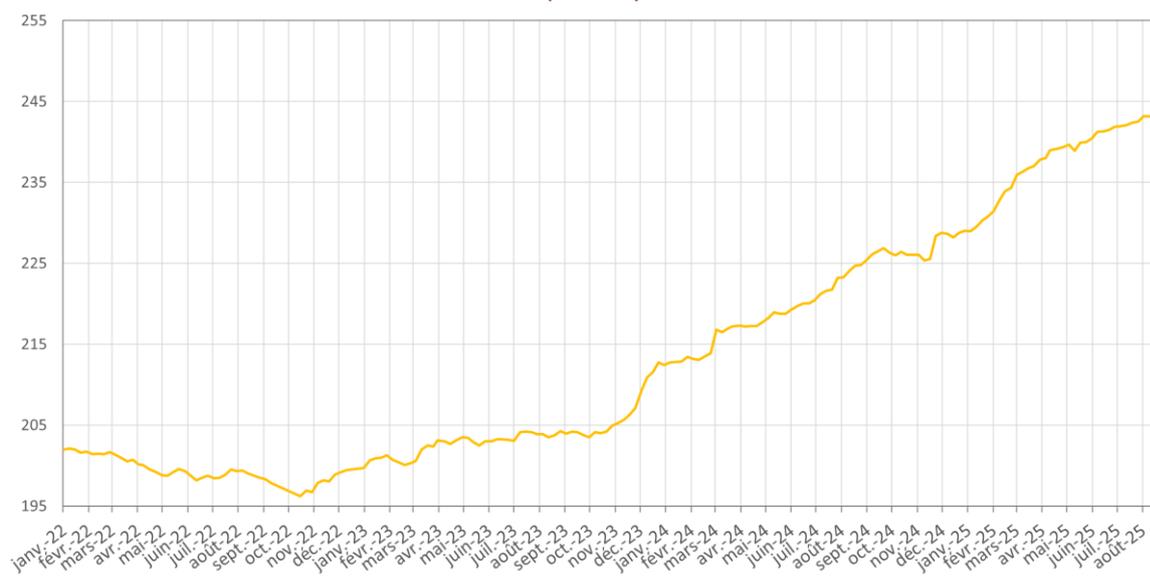


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr